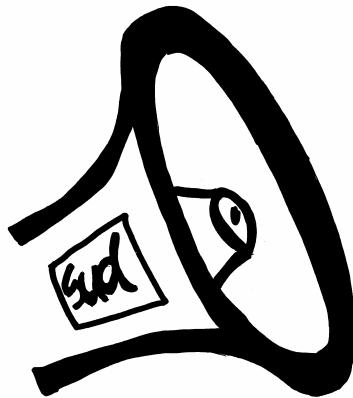


Communiqué SUD Trésor Bouches du Rhône

**A Marseille également,
une mobilisation historique !**



Les chiffres de grève et les manifestations du 29 janvier ont démontré le mécontentement grandissant des salariés, des retraités et des demandeurs d'emplois face à la politique libérale du gouvernement.

Entre 250 000 et 300 000 manifestants à Marseille en rangs serrés, c'est plus que les manifestations de 1995 ou anti CPE de 2006.

La dernière crise financière révèle une crise plus profonde du partage de la richesse dans le système capitaliste, à l'œuvre depuis plusieurs décennies. Le système, reposant sur un financement de la consommation par l'emprunt des ménages au lieu d'une distribution de pouvoir d'achat, se grippe alors que les organismes financiers ont spéculé sur les prêts consentis aux particuliers en essayant d'en tirer un maximum de profits.

Cet état de fait a cristallisé un mécontentement latent.

Les agents du Trésor souffrent à plus d'un titre de ce partage de la richesse établi au profit d'une minorité.

En tant que salariés, ils endurent année après année une perte conséquente de leur pouvoir d'achat, la remise en cause de leur système de protection sociale et de retraite.

En tant que fonctionnaires, ils sont victimes d'une politique qui, derrière une façade de prétendue amélioration du service public pour l'usager, en organise la casse. Elle poursuit en effet un objectif de réduction massive d'emplois, de remise en cause du statut de fonctionnaire garant de la neutralité du service à l'usager, de réduction des implantations du service public voire brade ses missions aux intérêts privés. Elle conduit alors à une détérioration des conditions de travail et d'exercice des missions de service public.

En tant qu'agents du Trésor et de la nouvelle DGFiP, ils subissent de plein fouet la multiplication des contre-réformes qui s'abattent sur notre administration. C'est toujours le même fil conducteur : la réduction de l'emploi public !!! Aujourd'hui leur est imposée, au nom d'une commande et d'un affichage politiques, la fusion Impôts/Trésor, sans concertation digne de ce nom et manifestement pilotée à vue.

Le président de la République et son gouvernement doivent répondre à cette mobilisation sans précédent et ne pas se contenter de temporiser.

Il y a urgence sociale. Les grévistes et les manifestants n'ont pas exprimé une quelconque angoisse, ils connaissent les raisons de leur situation présente et revendiquent fermement une réorientation des choix gouvernementaux.

Il est évident que, dès aujourd'hui, il est nécessaire de débattre dans les services et trésoreries des moyens de poursuivre et intensifier l'action.



APRÈS LE SUCCÈS DU 29 JANVIER,
FACE AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT,
POUR IMPOSER D'AUTRES CHOIX,

**AGIR VITE
ET
ENCORE PLUS FORT !**